

Bonjour,

Devant l'évidence d'élections au Québec au printemps 2007, j'espère tout simplement que la CAAAQ tiendra la route. Il importe que la société québécoise tienne ce débat sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire pour qu'enfin un « contrat social » lie producteur, consommateur, fournisseur et distributeur ainsi que le gouvernement. Le monde agricole est en crise. Les producteurs agricoles voient leurs revenus diminuer d'année en année et sont confrontés à de nouvelles réalités qui exigent d'eux qu'ils modifient leurs méthodes de production : nous ne pouvons leur demander d'absorber à eux seuls le prix de ces changements dictés par l'ensemble de la société. Les consommateurs exigent de plus en plus des produits alimentaires de qualité, à bon prix et respectueux de l'environnement : nous avons aussi des responsabilités à l'égard de notre consommation. L'industrie qui fournit les « intrants » et qui transforme les produits des producteurs font face à la mondialisation et doivent aussi d'ajuster : serait-il temps d'envisager une autre « façon de faire » afin de développer une économie plus solidaire? Et notre gouvernement qui se cherche en se demandant quoi faire pour soutenir le monde agricole : est-il possible que son engagement à participer à la mise en place, en collaboration avec le gouvernement canadien, d'accords internationaux constitue un cul-de-sac dans lequel nous avons plus de chance d'y perdre au change que d'y gagner?

Je vois avec la CAAAQ l'occasion d'aborder ces questions, et bien d'autres, et je souhaite que ces travaux permettront un réel débat social sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire au Québec. En tant que citoyen et ex-technicien agricole, je souhaite que le plus grand nombre d'intervenants participent à ce débat. Mais au premier chef, j'ose espérer que cette commission sera l'occasion pour les producteurs et les consommateurs de tenir un dialogue franc et direct pour qu'ensemble nous puissions nous entendre sur le développement de ce secteur vital à notre société.

Stéphane Lessard